



11 juillet 2022

Communiqué de presse

EMMANUEL MACRON, VRP D'UBER DEVENU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

L'enquête Uber Files révèle le rôle de serviteur zélé des intérêts d'Uber joué par **Emmanuel Macron, alors ministre de l'Économie. Aujourd'hui devenu président de la République, je constate depuis trois ans qu'Emmanuel Macron continue de travailler au service d'Uber en faisant notamment pression aux sein des institutions européennes** pour tenter d'affaiblir la directive en cours de construction pour les droits des travailleurs de plateforme.

Depuis 3 ans, dans la bataille que je mène au Parlement européen contre l'ubérisation, je trouve systématiquement sur ma route les lobbys des plateformes accompagné d'un VRP de luxe qui n'est autre que le président de la République française. Dès mes premiers rendez-vous avec les lobbyistes des plateformes j'ai constaté qu'ils avaient des étoiles dans les yeux à l'évocation du nom d'Emmanuel Macron.

Les faits tout au long du travail législatif, depuis les premières négociations autour du rapport d'initiative du Parlement européen sur les droits des travailleurs des plateformes, jusqu'aux négociations au Parlement et au Conseil de l'UE sous présidence française (PFUE), n'ont cessé de le confirmer : Macron travaille au service d'Uber et des lobbys des plateformes. Il a par ailleurs **refusé de publier ses rencontres avec les lobbys dans le cadre de la PFUE**. Actuellement dans les négociations en cours au Parlement européen autour de la proposition de directive pour les droits des travailleurs des plateformes, Macron et les lobbys parlent d'une même voix offensive pour contrer la présomption de salariat pourtant proposée par la Commission européenne le 9 décembre dernier.

Je me tiens à votre disposition pour vous apporter les détails de ce que j'affirme ici.

À la lumière des révélations contenues dans les Uber files, **j'interpelle ce jour le Conseil de l'UE afin de rendre public tous les documents et rendez-vous de la PFUE portant sur les plateformes.** Je me joins également à l'appel des députés insoumis pour la constitution d'une **commission d'enquête parlementaire** à l'Assemblée nationale, et **demande à la présidence du Parlement européen de lancer une enquête** sur le lobbying d'Uber et de suspendre l'accréditation des lobbyistes européens d'Uber.

Leïla Chaibi, députée européenne

Contact : Manon Coléou - assistante parlementaire de Leïla Chaibi -
+33772504208 - manon.coleou@la.europarl.europa.eu